

LE BULLETIN

N°1 2005



Pour un syndicalisme de proximité, solidaire et à l'écoute des salarié-e-s

Page 2 et 3 : Halte aux discriminations...

Oui à la justice sociale.

Hôpital Delafontaine, extrait de Presse, Victoire chez Citroën Aulnay, Manifestation unitaire devant la Préfecture du 93.

Page 4 : Formation syndicale.

Journée de rencontre avec les salarié-e-s de La Plaine

Mardi 29 novembre 2005 de 8h00 à 19h00, la Cgt 93 organisait un rendez-vous au plus proche des salariés. Cette rencontre se voulait conviviale et constructive.



Tôt le matin, les militants diffusaient le tract annonçant la journée. Un chapiteau fut dressé et décoré au couleur du syndicat sur l'esplanade du RER B (place des droits de l'homme). Chansons chaleureuses, projections vidéos, barbecue le midi (250 personnes).



Les salarié-e-s du quartier ont été au rendez-vous pour parler de leurs problèmes et des sujets qui les préoccupent qu'ils soient au travail ou de société. Certains en ont profité pour se syndiquer.



La journée fut ponctuée par un moment fort quand les salariés de la SECAP de la Plaine St-Denis et ceux D'AREVA de St-Ouen, menacés de plans de licenciements, ont convergé vers l'esplanade. Prises de parole des responsables syndicaux ainsi que d'élus du conseil général du 93, de Plaine Commune et de la Mairie de St-Denis. La presse s'était déplacée. L'ambiance était au soutien et à la fraternité.

En effet, 2 8 0 emplois s o n t menacés à la SECAP (qui se situe dans la zone du Cornillon sud rue des Bretons près du stade de France) alors que l'entreprise fait des bénéfices.



Cette entreprise spécialiste de l'affranchissement et du traitement du courrier, rachetée par une société américaine, a prévu de délocaliser en Tchéquie et en Inde du sud l'ensemble des services administratifs et le centre de contact téléphonique à Rouen !

Les syndicats s'y opposent et proposent un projet alternatif qui créerait quant à lui 95 emplois !

Avec les salariés de la SECAP, nous disons OUI à l'emploi et halte au diktat des actionnaires qui en veulent toujours plus.

La journée continua son bonhomme de chemin au fil des discussions avec les salariés de la zone, curieux et surpris de cette initiative. Une rencontre en forme de carrefour citoyen pour plus de prise sur la réalité économique et sociale de notre société.

A 19h00, après une journée bien remplie et la nuit venue, le moment était au démontage du chapiteau. Promesse est faite de renouveler cette expérience enrichissante et fraternelle...





HALTE AUX DISCRIMINATIONS...

HOPITAL DELAFONTAINE

Un élu CHSCT agressé par son Directeur.



Vendredi 30 septembre 2005, les représentants Cgt majoritaires au CHSCT ont déposé un droit de retrait pour les personnels de la stérilisation centrale, pour des problèmes liés à l'amiante. Ils avaient alerté par deux fois la direction, sur leurs inquiétudes (déjà avérées dans d'autres services).

La question est posée : Y-a-t il un danger pour les personnels et les usagers ? Réponse du Directeur : Il agresse un élu Cgt du CHSCT (Celui-ci fut en arrêt maladie et a porté plainte). Puis, il s'en est pris aux personnels de la stérilisation en les menaçant de licenciement. Il les



a contraint à la reprise du travail, en abusant de son pouvoir pour annuler le droit de retrait.

Un rassemblement a été organisé le 4 novembre devant

l'hôpital Delafontaine, le jour du conseil d'administration pour :

Exiger que les budgets nécessaires soient votés et que les usagers soient reçus et soignés dans de bonnes conditions.

Exiger que le conseil d'administration de l'hôpital prenne des mesures contre le comportement de ce Directeur.

Exiger que le conseil d'administration fasse respecter le droit des salariés à défendre et à protéger leur santé.

la Cgt. Malgré cela la direction avait décidé d'entamer une procédure de licenciement contre Philippe. A suivi un formidable mouvement de soutien des salariés du site et de la Cgt 93.

Puis après 1 mois d'enquête, l'inspecteur du travail, a déclaré la demande de licenciement irrecevable fin septembre. Première victoire.

La direction pouvait encore faire un recours ministériel. Elle a finalement décidé de ne pas aller plus loin. Deuxième victoire.

La solidarité et la lutte paient...

VU DANS LA PRESSE

"le Parisien du 19 octobre 2005".

"DRAPEAUX ROUGES de la CGT en main, la cinquantaine de manifestants s'engouffre dans le hall de la Direction départementale du travail et de l'emploi (DDTE) de Bobigny. Hier matin, des délégués syndicaux de toute la Seine-Saint-Denis ont répondu à l'appel de la CGT pour protester contre la « criminalisation » de l'action syndicale.

«Agressions, menaces, démolitions de locaux : nous faisons face à plusieurs dossiers inquiétants qui vont à l'encontre du droit syndical. Nous demandons aux pouvoirs publics d'intervenir», confie Thierry Dumez, secrétaire général de l'union départementale CGT, qui réclame une table ronde avec la DDTE et le préfet.

Parmi les cas emblématiques, Nacer Cherchour, le délégué CGT de l'institut médico-éducatif (IME) d'Aulnay, menacé de licenciement après avoir défendu deux femmes de ménage victimes de harcèlement sexuel ("le Parisien" du 13 octobre), est venu témoigner. Des cégétistes de la société Servair à Roissy dénoncent également leur expulsion et la démolition le 12 octobre de leur local syndical. «La direction est venue avec des huissiers et des gros bras pour nous mettre dehors et tout casser », explique Mohamed Sacha, délégué CGT. Voilà plus d'un an que Servair, en manque d'espace, voulait déménager ses sept syndicats dans un nouveau lieu, près des parkings. Après l'échec d'une première requête en référé devant le tribunal de Bobigny, la direction a décidé de procéder à l'évacuation en présence d'un huissier. "Nous sommes dans notre droit !" martèle Servair. Les syndicalistes entendent porter cette affaire à nouveau devant la justice..."

VICTOIRE chez CITROEN AULNAY

La direction abandonne ses poursuites contre le délégué syndical Philippe Julien.

la Cgt organisée en syndicat site avait soutenu la grève des salariés d'ENCI, sous traitant de PSA. Cette grève avait été victorieuse pour les salariés.

La direction voulant casser cette dynamique avait reproché à Philippe Julien d'avoir frappé un agent de maîtrise lors de cette grève. Cette version a toujours été contestée par



OUI, A LA JUSTICE SOCIALE...

MANIFESTATION UNITAIRE

**La Seine-Saint-Denis,
un département en souffrance.**

La CGT 93 s'est exprimée rapidement pour condamner les violences et les drames qui se sont produits dans le département et dans de nombreuses villes de France.

Avec de nombreuses organisations syndicales, associations, avec la population, Il a été demandé que l'Etat assure la prévention, le maintien de la sécurité et du respect des populations. Il a été réaffirmé avec force que les habitants et les salariés du département aient le droit de vivre dans la dignité, dans la sécurité, sans violence.

En même temps, il semble important de ne pas nier la gravité de la situation en terme de précarité et de situer les responsabilités patronales et gouvernementales dans cette situation (14% de chômage, 100 000 privés d'emplois et 45000 RMIstes dans le 93).

C'est pourquoi, face aux « mesures d'exception » décidées par le Gouvernement, la Cgt dit qu'il fait fausse route car sa seule réponse est la répression alors qu'il faut repenser des choix économiques et sociaux conformes aux intérêts des populations.

Avec l'ensemble des organisations syndicales de Seine-Saint-Denis, les pouvoirs publics ont été interpellés sur l'urgence de dialogue social et

de véritables mesures pour l'emploi des jeunes surtout quand on sait que la direction de Citroën Aulnay annonce 500 suppressions d'emplois, 280 à la SECAP à Saint-Denis ou encore à Alstom-Areva de Saint-Ouen où 300 emplois sont menacés. L'arrêt des procédures de suppression d'emplois devient incontournable dans toutes les entreprises.

La CGT 93 considère que la situation actuelle nécessite des réponses rapides par les pouvoirs publics :

- **Réinstaurer un véritable dialogue social sur notre département (table ronde).**

- **Renforcer les services publics de proximité et donner des moyens pour développer la vie associative.**

- **Permettre un débat et des prises de décisions rapides contre les discriminations à l'embauche et permettre l'accès à l'emploi des jeunes de notre département en particulier sur les secteurs économiques en développement comme Roissy, la Plaine Saint-Denis, Montreuil, Noisy-le-Grand, etc.**

La Cgt 93 dit aussi qu'il faut revoir les conditions de l'attribution d'aides financières aux entreprises (20 milliards d'euros), les fonds publics ne doivent pas être accordés aux entreprises sans contrôle ni contre partie pour l'emploi, la priorité doit être une véritable politique de justice sociale, de création d'emplois pour la population de notre département.



**Le mercredi 9 novembre,
1000 personnes**



**ont répondu à
l'appel unitaire**



**devant la préfecture
de Seine-Saint-Denis.**



Résultats élections professionnelles :

C.A.S.C de la ville de St-Denis : 66% pour la Cgt

Cgt : 18 titulaires - FO : 3 titulaires

CTP de Plaine Commune : 58,3% pour la Cgt

Cgt : 5 titulaires - FO : 2 titulaires - CFDT : 1 titulaire

FORMATION SYNDICALE

Face aux injustices, pour obtenir de meilleures conditions de travail, de meilleurs salaires, vous voulez vous syndiquer. Vous voulez vous battre. Vous ne savez pas comment. La formation syndicale peut vous aider.

C'est un droit que l'on soit salarié ou privé d'emploi, que l'on travaille dans le public ou dans le privé, que l'on soit syndiqué ou que qu'on ne le soit pas. C'est un droit.

Bien sûr, dans notre société basée sur l'inégalité entre les salariés suivant que l'on dépende de la fonction publique, que l'on ait une convention collective plus ou moins avantageuse et que l'on bénéficie ou non d'accords d'entreprise intéressants, l'application de ce droit est très différente.

Différence pour le maintien du salaire. Automatique dans le secteur public, il est dépendant de la taille, des accords existants dans l'entreprise dans le privé. Souvent, il n'y en a pas : Les patrons ne voient bien sûr aucun intérêt à favoriser la formation de ceux qui veulent les combattre. **Différence aussi pour le nombre de jours d'autorisation d'absence.**

La CGT revendique :

☛ Que chaque salarié bénéficie des mêmes droits : prise en

charge intégrale du salaire, même temps d'autorisation d'absence ;

☛ Que ces droits soient augmentés et mis à la hauteur des enjeux.

Car la formation syndicale est un des moyens pour combattre efficacement les injustices, pour faire imposer la loi, pour faire imposer le droit... la formation syndicale est un des moyens pour jouer pleinement son rôle d'élu dans l'entreprise, pour comprendre la gestion de l'entreprise, pour faire des propositions... la formation syndicale est un des moyens pour que le syndiqué devienne pleine-

ment acteur de son organisation, qu'il puisse y prendre des responsabilités et participer à l'activité...

Face à des employeurs organisés et formés... les salariés, les syndiqués, s'ils veulent gagner, doivent s'organiser et se former. Pour la Cgt, c'est une priorité. Aussi, nous organisons différents types de formation.

Des formations syndicales ouvertes à tous :

☛ Dans les 6 mois, suivant l'adhésion : le syndicat dans l'entreprise (en cas d'absence, votre

Union Locale ou votre fédération) vous propose une formation d'accueil. Son but : Permettre au syndiqué de devenir acteur de son syndicat. Les statuts, l'histoire, les structures de la CGT y sont abordés ;

☛ Après cette formation d'accueil, l'union locale prend le relais et vous propose une formation de niveau 1 où ces différents thèmes sont approfondis. L'objectif est de mieux vous armer et vous donner les outils conceptuels mais aussi pratiques pour organiser l'activité syndicale et répondre aux questions que se posent les salariés ;

☛ Ensuite, vous pourrez continuer à approfondir vos connaissances et réflexions dans une formation de niveau 2 organisée par l'union départementale.

Des formations syndicales pour répondre à un besoin précis :

☛ Des formations vous permettant d'assurer votre rôle d'élu du personnel (DP, CE, CAP, CTP, CHSCT...) ;

☛ Des formations vous permettant d'assurer des responsabilités dans la CGT (par exemple, Secrétaire du syndicat, trésorier, communication...).

Ces formations sont organisées selon les cas par l'union locale, l'union départementale, la fédération. N'hésitez surtout pas à nous contacter.



Pour un **syndicalisme de conquête et solidaire**, je me syndique à



Je souhaite un rendez-vous de contact ☐ Je me syndique ☐

NOM : PRENOM : AGE : TEL :

ADRESSE :

Email : ENTREPRISE :

Fax : 01 55 84 41 09 Email : ul-saintdenis-cgt@wanadoo.fr

Bulletin à retourner à l'Union Locale CGT 9/11 rue Génin 93200 Sain-Denis

Tél : 01 55 84 41 13/14